

APPEL À CONTRIBUTIONS  
« Archives du développement : produire, mobiliser et politiser »  
*Revue internationale des études du développement* n°256 (2024-3)

**Coordination du numéro**

- **Yasmina Aziki**, historienne, docteure de l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne
- **Camille Al Dabaghy**, politiste et sociologue, MCF à l'Université Paris-8 Vincennes Saint-Denis
- **Quentin Deforge**, politiste et sociologue, post-doctorant à l'Université libre de Bruxelles

**Un intérêt croissant pour l'histoire du développement et ses archives**

Dans le champ des études du développement, on observe depuis les années 2010 la multiplication de travaux s'inscrivant dans une perspective historique ou socio-historique (Badel, 2014 ; Calandri, 2019 ; Kott, 2011). C'est particulièrement le cas en histoire. L'émergence de l'histoire globale et celle de l'histoire des relations internationales ont permis le renouvellement d'une historiographie jusqu'ici essentiellement focalisée sur les politiques nationales de développement dans le contexte de guerre froide (Ekblad, 2010 ; Garavini, 2019 ; Latham, 2000). Cela participe d'une approche novatrice, nécessaire pour appréhender la question du développement au plus près des réalités des pays du Sud, en dépassant le seul prisme de lecture des États, et en s'intéressant au jeu de structures intermédiaires hybrides telles que les organisations transnationales, les commissions spéciales, les groupes d'influence ou les experts (Badel, 2014 ; Frank, 2012 ; Unger, 2018). Cette tendance s'observe aussi dans d'autres disciplines des sciences sociales. Elle a notamment permis d'interroger la continuité entre l'administration coloniale et les politiques de développement à partir du cas de l'Union européenne (Dimier, 2014). À la croisée de ces disciplines, cet intérêt pour le passé du développement a également conduit à s'intéresser à la nostalgie du développement (Lachenal et Mbodj-Pouye, 2014), à sa « mémoire » (Brun et Fortuné, 2022), ou encore à la façon dont des politiques « globales » ont marqué l'histoire sociale au Sud (Daklhi & Bonnacase, 2021). En parallèle, aux frontières du champ académique, des professionnels du développement – en poste ou à la retraite – ont également cherché à restituer la mémoire des administrations et des professionnels du développement (Pacquement, 2021), contribuant à en construire leur propre récit.

Alors que des travaux fondateurs en études du développement restaient relativement silencieux sur le matériau historique utilisé (Escobar, 1995 ; Rist, 1996), cet intérêt croissant pour une perspective historique a eu, pour corollaire, la mobilisation d'une grande diversité d'archives. En histoire, cela a conduit à ouvrir les archives des organisations internationales (Herrn, 2014), en les articulant parfois avec celles des pays du Sud (Aziki, 2019 ; Blanc, 2019). Dans les autres disciplines, les chercheurs et chercheuses ont eu recours à des documents qui ne sont pas des archives au sens strict (conservés, classés et inventoriés par des institutions dédiées) : des documents internes rendus publics par les organisations de développement au nom de la transparence (Schraeder, 2019), des documents qui, sous le terme de « littérature grise », peuvent permettre de retracer l'évolution d'un projet (Parizet, 2016), des archives privées de diplomates et d'experts des pays du Sud (Thornton, 2021), ou encore des archives de la diplomatie étasunienne présentes sur Wikileaks (Deforge & Lemoine, 2021).

Ces pistes dessinent des horizons prometteurs pour les enquêtes à venir. D'abord, elles rendent possible un décentrement du développement dans le sillage de l'« histoire connectée » (Subrahmanyam, 2014) et de la « sociologie historique globale » (Go & Lawson, 2017). En mobilisant des archives du Sud, l'on abonde vers la proposition faite de « provincialiser » le Nord (Chakrabarty, 2006) pour saisir l'émergence du développement, comme projet politique transnational, depuis les représentations et les pratiques, les champs d'expérience et les horizons d'attente (Koselleck, 1987) des sociétés Sud. On renonce ainsi à une histoire du développement comme « diffusion de théories et pratiques du nord global au sud global » (Macekura et Manela, 2018, p.11). Ensuite, ces développements ouvrent la voie à une « nouvelle généalogie » du développement (Thornton, 2023), qui dépasserait une historiographie focalisée sur l'après-Seconde Guerre mondiale et sur la décolonisation (Unger, 2018), masquant notamment les racines coloniales du développement (Cooper, 2010). Dans une perspective moins eurocentrée, cela permet de voir en quoi certains diplomates ou experts au Sud ont été non seulement les sujets mais aussi les acteurs de la construction politique du développement (Prashad, 2008 ; Thornton, 2021). Cette diversification des matériaux permet également de faire apparaître les luttes politiques, en termes de concurrences, de négociations et de variations auxquelles a donné lieu le projet occidental du développement – par exemple la concurrence entre le projet occidental et le projet soviétique pendant la guerre froide (Westad, 2007). Enfin, et c'est là un enjeu particulièrement important de ce dossier, en considérant l'omniprésence des acteurs du développement dans les pays du Sud, dans des secteurs aussi divers que les politiques éducatives, le développement agricole ou encore la santé, l'usage de ces archives ouvre la possibilité de proposer une histoire de l'extraversion via le développement des États post-coloniaux (Bayart, 1999). Ces archives sont donc appréhendées ici comme une part d'histoire des Suds, souvent conservée au Nord, qu'il s'agit d'interroger.

## Questionner la production et l'usage des archives du développement

Pourtant, jusqu'ici, ces dynamiques ne se sont accompagnées ni d'un travail réflexif, ni d'une discussion méthodologique approfondie sur ce type de matériaux (leur sélection, leur mobilisation, leurs limites), tel que cela peut être le cas, par exemple, en histoire où certains chercheurs proposent une étude critique des archives comme préalable nécessaire à leur exploitation (Anheim, 2019 ; Derrida, 1995 ; Foucault, 1969). L'objectif de ce dossier est donc de s'arrêter sur ces questions, pour permettre à ce renouveau des travaux sur le développement de s'appuyer sur un examen critique des matériaux. Ce dossier invite pour cela les contributeurs et contributrices à redéployer dans le champ des études du développement des questionnements issus de plusieurs espaces académiques. Il se fonde ainsi sur l'hypothèse selon laquelle les archives du développement, tout en se prêtant à des questionnements plus généraux, sont porteuses d'enjeux spécifiques. Ceux-ci peuvent être liés à la multiplicité des acteurs intervenants au nom du développement, à la spécificité des rapports de pouvoir Nord/Sud dans les projets de développement, notamment à la centralité des savoirs et de l'écriture dans la légitimation des asymétries qui étayaient l'aide au développement, et, incidemment, au fait que certains de ces acteurs disposent de capacités financières et techniques qui leur permettent de produire, de diffuser, voire d'imposer leurs propres récits historiques du développement.

Une première manière d'aborder la question des archives du développement est de se demander quelles archives – et plus largement quels matériaux historiques – sont ou peuvent être mobilisés et, en miroir, lesquels ne sont pas mobilisés. Que faire de l'invitation déjà ancienne de la socio-anthropologie du développement à traiter « l'ensemble de la chaîne du développement » (Copans, 2011) sur le plan des archives ? Il est question ici de la multitude d'acteurs impliqués dans les politiques de développement, des sièges des agences d'aide aux terrains locaux d'intervention en passant par les bureaux et ministères des capitales Sud, des agences « commanditaires » aux populations et institutions dites « bénéficiaires » en passant par les ONG et bureaux d'études « prestataires ». À la croisée de l'appel à une « anthropologie symétrique entre développeurs et développés » (Lavigne-Delville, 2011) et de l'appel à symétriser et connecter les sources historiques, à travailler sur des archives « à parts égales » (Bertrand, 2014 ; Piton, 2022), comment croiser archives des « développeurs » (Nord et Sud) et archives des « développés » ?

Une deuxième manière d'aborder la question des archives dans l'historiographie du développement est de se demander comment celles-ci sont utilisées, ou plus précisément, comment l'analyse des conditions de production et d'accessibilité des archives peut être articulée à l'étude du développement. Si la réflexion sur l'usage des archives

en science politique est stimulante (Garrigou, 1989 ; Gayon, 2016), c'est du côté de l'histoire, et de l'histoire coloniale en particulier, qu'il nous semble y avoir matière à penser. En témoignent les luttes politiques quant à l'ouverture et à la déclassification des archives charnières pour l'histoire coloniale et postcoloniale (Thénault, 2022). Au cœur de l'*archival turn*, l'anthropologue et historienne Ann Laura Stoler a défendu une approche *ethnographique* des archives coloniales comme dispositifs de production et d'authentification de savoirs incorporant et confortant des rapports de pouvoir, comme instrument de gouvernement, en opposition à une approche extractive des archives qui consiste à y prélever des noms et des événements, des faits dont on soupèse la véracité (Stoler, 2002). Cela nous invite à prendre en compte non seulement des conditions de production des documents, mais des conditions politiques et sociales de leur (non-)archivage, (non-)conservation et (non-)accessibilité (Poncet, 2019). Cela nous appelle à penser « ce que la société fait aux archives » en tant qu'elle modèle les opérations archivistiques et « ce que les archives font à la société » (Poncet, 2019), notamment en construisant des groupes sociaux, mais aussi en invisibilisant certains d'entre eux, en les privant d'un rapport écrit au passé, et en confortant ainsi plus largement des dominations – c'est le sens de la critique postcoloniale et féministe des archives (Burton, 2003 ; Joseph, 2004 ; Pouchepadass, 2008 ; Spivak, 1988). Passer « des archives comme sources aux archives comme objet » (Stoler, 2002) nous amènerait à pouvoir éclairer la « situation développementiste », dans le prolongement de la « situation coloniale », les modalités et catégories de l'exercice du pouvoir, leur évolution dans le temps, à partir des pratiques d'archivage tout au long de la chaîne de production des politiques de développement, autrement dit, à partir de la structuration et de la matérialité des archives du développement. Cette approche nous semble particulièrement prometteuse pour interroger la façon dont les acteurs du développement produisent, à travers leurs archives, une certaine mise en récit, et par conséquent une certaine représentation politique du développement. Elle permet ainsi d'interroger les rapports de pouvoir que cette mise en récit reflète et conforte (Duclert, 2015), par exemple entre organisations internationales et acteurs nationaux du développement.

Ces enjeux sont, bien entendu, à articuler avec les questionnements récents de l'historiographie africaine. On pense à celui de l'accès inégal aux sources des chercheurs et chercheuses Nord et Sud, à celui de la souveraineté des archives (Potin, 2015), celui des effets de réel créés par la constitution et l'ouverture de certains fonds. Cela nous semble particulièrement important à l'heure où la digitalisation des archives bouleverse les conditions de conservation et d'accessibilité et où certaines organisations internationales, au titre de la « transparence », numérisent et mettent en ligne une grande partie de leurs archives, entretenant et orientant la mémoire de leurs interventions dans les pays du sud (Chamelot, Hiribarren, Rodet, 2020 ; Emmerij, 2005 ; Fouéré et al., 2020). Enfin, une part importante des réflexions sur les enjeux de pouvoir relatifs aux archives coloniales (notamment Chamelot, 2019), et sur la menace d'une disparition de certaines archives (Keese & Owabira, 2020) auraient tout intérêt à être redéployées sur les archives du développement.

## Axes de recherche

Pour orienter les contributions à ce dossier, nous proposons deux axes de recherche, étant entendu qu'un article pourra s'inscrire dans les deux axes.

### Axe 1 – Archives du développement : production, conservation, et politisation

- **Production d'archives et processus d'archivage** : Analyser les processus et les pratiques par lesquels les acteurs du développement produisent des archives est indispensable pour engager une réflexion sur leurs usages possibles. Comment sont collectés, triés, organisés et conservés les documents produits, reçus et collectés par ces acteurs ? Dans quelle mesure les projets et acteurs du développement font-ils l'objet de processus d'archivage spécifiques ? Qui sont les historiens, historiennes, archivistes qui prennent en charge ces processus ? Existe-t-il des entrepreneurs privés des archives ? Comment ces pratiques se confrontent-elles à la profusion de documents, en particulier depuis le développement de l'informatique ? Plus largement, est-on en train de conserver ces archives ou est-on en train de les perdre au fur et à mesure de la clôture des projets et du départ à la retraite et du décès des professionnels impliqués ? Quel rôle jouent les chercheurs et chercheuses dans la constitution des archives, à travers nos pratiques d'enquête ou de restitution, à travers nos relations avec les acteurs sociaux qui sont en demande d'archives, à travers

nos relations avec les administrations productrices d'archives ou avec les administrations qui construisent, conservent et donnent accès aux archives ? Enfin, ces processus et ces pratiques d'archivage font-ils l'objet d'un traitement autonome parmi les acteurs concernés, ou sont-ils étroitement imbriqués à certains objectifs, par exemple financiers ou politiques ?

- **Conservation, diffusion, accès** : Se pose ensuite un certain nombre de questions quant à la façon dont ces archives sont conservées et mises à disposition. Où ces archives sont-elles conservées ? Dans le cas des organisations internationales, sont-elles conservées dans les pays d'interventions ou rassemblées dans les sièges ? Dans quelle mesure les documents archivables sont-ils consultables et consultés en interne, au sein de ses organisations d'aide au développement ? Quel accès effectif les chercheurs et chercheuses du Sud ont-ils à ces archives ? Comment sont mis en place les processus de numérisation d'archives ? Comment sont opérés les choix de numérisation ? Dans quelle mesure les projets de sauvetage et numérisation d'archives africaines, sud-américaines ou asiatiques concernent-ils les politiques et projets de développement post-indépendances ? Dans quelle mesure le risque de *digital imperialism* redouble-t-il la domination développementaliste ? Plus généralement, dans quelle mesure ces enjeux de conservation, de diffusion et d'accès, sont-ils appréhendés par les différents acteurs comme s'intégrant dans une dimension politique plus large visant à produire l'histoire du développement ?

- **Souveraineté, secret et politisation** : Ces archives peuvent ensuite faire l'objet d'enjeux de pouvoir, entre États mais aussi entre organisations, et plus largement de processus de politisation. En quoi les acteurs du développement, Nord et Sud, utilisent-ils leurs pratiques de production, conservation et diffusion des archives pour imposer leur propre représentation politique et leur propre récit du développement ? Comment s'alimentent réciproquement labellisation des corpus d'une part et légitimation des institutions ou politiques de développement d'autre part ? Et inversement, dans quelle mesure les archives des projets de développement font-elles l'objet de secret ? Dans quelle mesure, par ailleurs, pour un État, les archives peuvent-elles être vectrices d'indépendance et de réappropriation de sa propre histoire, de sa mémoire ? Quelles sont les demandes sociales dont elles feraient l'objet ? Dans quelle mesure sont-elles considérées comme un objet de souveraineté ? Ces archives du développement font-elles l'objet d'une réflexion en termes de restitution au même titre que les archives coloniales ? De batailles mémorielles à bas bruit ? Dans quelle mesure les demandes sociales autour de ces archives permettent-elles d'éclairer les usages du développement comme levier politique ou d'influence ? Plus largement, dans quels contextes, les archives du développement deviennent-elles des objets politiques ?

## Axe 2 – Archives du développement : matériaux, méthodes et réflexivité

- **Diversité des « archives du développement »** : Les travaux recensés témoignent d'une très grande diversité de documents mobilisés : des documents issus de fonds d'archives (privées ou publiques) au sens strict du terme, mais aussi toute une documentation collectée directement auprès des acteurs qui les produisent ou les reçoivent : des documents produits par des administrations qui ne sont pas archivées ou qui ne sont pas trouvées par les chercheurs dans des archives (notamment la littérature « grise » relative aux projets de développement et politiques publiques – documents programmatiques, évaluations, comptes-rendus de réunions, etc.), des coupures de presse et des publications en ligne, des correspondances et mails, des CV, des archives orales, etc. Comment les types de traces mobilisées ont-ils évolué ? Comment l'hétérogénéité de ces matériaux est-elle appréhendée et traitée ? Dans quelle mesure ces matériaux sont-ils rendus publics après avoir été analysés ? Existe-t-il des matériaux plus légitimes que d'autres ? Dans quelle mesure l'hétérogénéité des matériaux disponibles et de la valeur qui leur est accordée contribue-t-elle à reproduire les rapports de pouvoir, par exemple entre « développeurs » et « développés » ?

- **Méthodes et pratiques** : La recension des travaux sur le développement amène également à identifier plusieurs objectifs assignés à l'exploitation de ces archives : cartographier un espace expert, documenter un projet local, étudier un processus de circulation, un processus de négociation de projet, retracer des pratiques, carrières et groupes professionnels, saisir les catégories qui sous-tendent les politiques de développement, reconstituer l'évolution d'un paradigme d'intervention. Il s'agira ici d'objectiver les méthodes employées et de discuter de leur répliquabilité. Nous espérons aussi réfléchir à la systématisation et l'objectivation des données présentes dans ces archives. Comment

exploiter rigoureusement des documents qui ne sont pas des archives au sens de l'historien (classées et inventoriées par des archivistes) ? En quoi les données issues du travail numérique des acteurs du développement ouvrent-elles la voie à de nouvelles méthodes ? Un enjeu important ici est de s'interroger et de proposer des méthodes qui puissent permettre d'objectiver la construction du développement comme projet politique. Par exemple, comment restituer les conflits et négociations entre plusieurs projets distincts ou entre plusieurs représentations politiques du développement ?

- **Engagement réflexif** : Mais cet axe de recherche vise aussi à ouvrir une réflexion sur nos rapports plus ou moins extractifs ou ethnographiques aux archives, sur notre prise en compte de la production, de la conservation, de la logique des archives (et non pas seulement de leur contenu) dans l'analyse de nos objets de recherche. Quelles archives cherche-t-on, trouve-t-on, sélectionne-t-on et, *in fine*, mobilise-t-on, et pourquoi ? Existe-t-il des documents archivés que nous ne mobilisons pas, et, si oui, pourquoi ? Quels effets de réel produisent les différences de nature entre nos sources Nord et Sud ? Quels enjeux diplomatiques et stratégiques l'accès aux archives fait-il ressortir ? Dans les fonds que nous mobilisons, qu'est-ce que les logiques de tri et de classement disent de nos objets ? Quelle régularité observe-t-on sur ce qui peut être dit et qu'est-ce qui ne peut pas l'être ? De qui parle-t-on et de qui ne parle-t-on pas, mais aussi quels scribes apparaissent clairement et quels autres sont effacés ? Qu'est-ce qui fait ou ne fait pas événement ? À quoi et à qui est accordée de l'importance ? Quel régime de vérité et quel régime d'historicité s'y dessinent ? Quelles sont les micro-résistances qui affleurent ? Quels points de dissensions apparaissent ? Quel est le projet moral et politique qui est étayé par ces conventions, catégories et régularités ? Comment les chercheurs et chercheuses prennent-ils et prennent-elles part, par leur usage des archives (numérisation, mobilisation, diffusion), aux projets moraux et politiques, des « développeurs » et des « développés », Nord et Sud ? Enfin, dans quelle mesure les pratiques de recherche contribuent-elles, en fonction des archives disponibles, à reproduire les mécanismes d'invisibilisation de certains acteurs, en particulier au Sud, et plus largement à reproduire les rapports de pouvoir propres aux activités de développement ?

## Propositions attendues et objectifs du dossier

À travers les différentes contributions sélectionnées, le dossier poursuivra plusieurs objectifs.

Le premier objectif est d'ordre méthodologique : le regain d'intérêt pour les archives du développement suscite des interrogations, en particulier chez les jeunes chercheur.es, quant à la façon de les identifier, de les collecter, de les utiliser, et quant à leurs limites. Le dossier offrira ainsi un ensemble de points de repère méthodologiques à qui souhaite mobiliser ces archives.

Le second objectif de ce dossier sera de poser les premières bases d'un projet plus ambitieux d'étude des archives du développement dans une perspective à la croisée de l'« histoire connectée » (Subrahmanyam, 2014) et de la « sociologie historique globale » (Go & Lawson, 2017). Étudier dans une certaine symétrie les archives entre « développeurs » et « développés », dans l'objectif par exemple de renouveler l'histoire des États post-coloniaux, nécessite en effet d'avoir une connaissance plus fine des archives existantes, et une consolidation des méthodes utilisées pour les utiliser. Cela nécessite également de savoir comment et par qui ces archives ont été constituées et dans quelle mesure elle donne la voix aux acteurs des Suds.

Enfin, ce dossier aura pour troisième objectif de nourrir une réflexion Nord-Sud quant à la conservation des archives et plus largement aux mémoires du développement. L'une des hypothèses sur lesquelles s'appuie ce dossier est en effet celle d'une asymétrie importante entre chercheurs et chercheuses des Nord et des Suds dans la possibilité d'avoir accès à ces archives, appréhendées comme une part par conséquent inaccessible de l'histoire des États et des sociétés des Suds. Ce dossier amènera à objectiver ces asymétries d'accès, et pourra permettre de poser les fondements d'un travail réflexif sur la conservation, l'accès et la possibilité d'une restitution de ces archives. Il participe donc plus généralement à nourrir un effort collectif de réflexivité sur les fondamentaux épistémologiques, méthodologiques et éthiques des sciences sociales en contexte post-colonial (Fouéré et al., 2020).

Le dossier s'inscrit dans une conception unitaire de sciences sociales. Si des propositions sont attendues en histoire, les chercheuses et chercheurs en sociologie et en science politique mobilisant des archives sont donc vivement invités à soumettre une proposition. Le dossier se prêtera également à des propositions venues de disciplines moins attendues, comme, par exemple, des économistes ou des démographes utilisant ces archives dans une approche quantitative, ou des anthropologues ayant été amenés à s'intéresser à un processus d'archivage. Le dossier cherchera à rassembler des propositions portant sur des types d'archives, d'institutions et de processus différents : archives écrites, archives orales, archives d'institutions locales, archives d'organisations internationales, archives personnelles, archives de presse, etc. L'objectif est également, dans la mesure du possible, de rassembler des contributions portant sur des aires géographiques différentes, pour donner au dossier une portée à la fois globale et comparative.

Plusieurs dossiers ont été coordonnés ces dernières années qui pourront être utilisés comme références, sans pour autant avoir porté directement sur les archives du développement. On peut citer plusieurs dossiers portant sur le développement, comme dans la revue *Politique africaine* sur les « restes » et les « ruines » du développement (Lachenal & Mbodj-Pouye, 2014) et dans la revue *Anthropologie et développement* sur la « mémoire » du développement (Brun & Fortuné, 2022), et plusieurs dossiers plus généraux, dans le *Journal of Global History* sur les organisations internationales et la décolonisation (Muschik, 2022), dans la revue *Critique internationale* sur les organisations internationales comme terrain de socio-histoire de la globalisation (Kott, 2011) ou encore dans la *Revue Tiers Monde* sur l'écriture de l'histoire dans les pays en développement (Maurel, 2013).

## **Modalités de soumission des articles au dossier du n°256 (2024-3) de la Ried**

---

Les auteur·e·s s'engagent à lire la [ligne éditoriale](#) de la *Revue internationale des études du développement* et s'engagent à respecter la [charte éthique](#).

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

### **1- Envoi de la proposition d'article**

Les auteur·e·s envoient un résumé, en français, anglais, ou espagnol, présentant le projet d'article en environ 4 000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

Le fichier Word du résumé, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-256 », comprend :

- Le titre : court et précis, de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- La question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)

Un second fichier Word, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indique de manière exhaustive les noms et prénoms des auteur·e·s, leur discipline, statut, rattachement institutionnel, adresses courriel, l'indication de l'auteur correspondant.

**Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.**

### **2- Envoi de l'article**

Les auteur·e·s dont les propositions d'article ont été sélectionné·e·s à l'étape précédente s'engagent à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes de la revue, indiquées à cette page : [consignes aux auteurs](#) (disponible en français, anglais, espagnol).

**Les articles (de 45 000 signes environ, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications**

à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement*.

Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les références citées doivent être présentées selon le format indiqué à cette page : [Normes bibliographiques](#) (format APA).

## Calendrier de production

---

Les auteur·e·s s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 3 novembre 2023** aux quatre adresses ci-dessous :

- [yasmina.aziki@gmail.com](mailto:yasmina.aziki@gmail.com)
- [camille.al-dabaghy@univ-paris8.fr](mailto:camille.al-dabaghy@univ-paris8.fr)
- [quentin.deforge@ulb.be](mailto:quentin.deforge@ulb.be)
- [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

- Les **auteur·e·s présélectionné·e·s** par les coordinateur·ice·s et le comité de rédaction seront prévenu·e·s par l'équipe de la revue la semaine du **13 novembre 2023**.

- Les **premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteur·e·s de la revue, seront envoyées par les auteur·e·s aux courriels précités **avant le 20 janvier 2024**.

- Le **processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°256 2024-3 est prévue pour **octobre 2024**.

## Références citées

---

- Anheim, É. (2019). Science des archives, science de l'histoire. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 74, 505-520.
- Aziki, Y. (2019). L'OPEP : un acteur de l'aide au développement du Sud ancré dans la coopération trilatérale. *Relations internationales*, 177, 111-127.
- Badel, L. (2014). Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI<sup>e</sup> siècle. *Relations internationales*, 157, 3-23.
- Bayart, J.-F. (1999). L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5, 1, 97-120.
- Blanc, G. (2019). L'expert, le dirigeant et l'habitant. La fabrique globale de la nature éthiopienne (1965-1970). *Genèses*, 2, 115, 53-74.
- Bertrand, R. (2014), *L'histoire à parts égales : récits d'une rencontre Orient-Occident, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle*. Points.
- Brun, M. & Fortuné, F. (2022). La mémoire du développement, ça n'existe pas !. *Anthropologie & développement*, 53, 9-19.
- Burton, A. M. (2003). *Dwelling in the archive: women writing house, home, and history in late colonial India*. Oxford University Press.
- Calandri, E. (2019). Italy, the developing world, and aid policy, 1969-1979: "the historic compromise" and Italian foreign policy. *Cold War History*, 1-19.
- Chakrabarty, D. (2006). A Global and Multicultural "Discipline" of History?. *History and Theory*, 45, 1, 101-109.
- Chamelot, F. (2019). « Se priver d'archives, c'est se priver de mémoire » : la dualité central/local du fonds de l'Afrique occidentale française (AOF). *Gazette des archives*, 256, 4, 69-80.
- Chamelot, F., Hiribarren, V. & Rodet, M. (2020). Archives, the Digital Turn, and Governance in Africa. *History in Africa*, 47, 101-118.
- Cooper, F. (2010). Writing the History of Development. *Journal of Modern European History*, 8, 1, 5-23.
- Copans, J. (2011). La recomposition des sciences sociales du développement et de l'humanitaire au XXI<sup>e</sup> siècle. *Cahiers d'études africaines*, 51, 202-203, 311-329.

- Dakhli, L. & Bonneau, V. (2021). Introduction: Interpreting the Global Economy through Local Anger. *International Review of Social History*, 66(S29), 1-21.
- Deforge, Q. & Lemoine B. (2021). The Global South Debt Revolution That Wasn't: UNCTAD from Technocratic Activism to Technical Assistance. In Pénet, P. & Zendejas J. F. (Ed). *Sovereign Debt Diplomacies. Rethinking Sovereign Debt from Colonial Empires to Hegemony*. Oxford University Press, 232-256.
- Derrida, J. (1995). *Mal d'archive : une impression freudienne*. Galilée.
- Dimier, V. (2014). *The Invention of a European Development Aid Bureaucracy: Recycling Empire*, Palgrave MacMillan.
- Duclert, V. (2015). L'état et les archives. *Question démocratique, réponse constitutionnelle. Pouvoirs*, 153, 2, 37-48.
- Ekbladh, D. (2010). *The great American mission: modernization and the construction of an American world order*. Princeton University Press.
- Emmerij, L. (2005). The History of Ideas: An Introduction to the United Nations Intellectual History Project. *Forum for Development Studies*, 32, 1, 9-20.
- Engerman, D. & Unger, C. (2009). Introduction: Towards a Global History of Modernization. *Diplomatic History*, 33, 3, 375-385.
- Escobar, A. (1995). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton University Press.
- Foucault, M. (1969). *L'archéologie du savoir*, Gallimard.
- Fouéré, M.-A., Rillon, O. & Pommerolle, M.-E. (2020). Pourquoi Sources ? Rigueur empirique, réflexivité et archivage en sciences humaines et sociales et dans les études africaines. *Sources. Material & Fieldwork in African Studies*, 1, 1-21.
- Frank, R. (2012). *Pour l'histoire des relations internationales. Histoire et théories des relations internationales*. Presses universitaires de France.
- Garavini, G. (2019). *The Rise and Fall of OPEC in the Twentieth Century*. Oxford University Press.
- Garrigou, A. (1989). Le politologue aux Archives. *Politix*, 2, 6, 41-45.
- Gayon, V. (2016). Écrire, prescrire, proscrire. Notes pour une sociogénétique de l'écrit bureaucratique. *ARSS Actes de la recherche en sciences sociales*, 213, 3, 84-103.
- Go, J. & Lawson, G. (Ed). (2017). *Global Historical Sociology*. Cambridge University Press.
- Herren, M. (2014). Introduction: Towards a Global History of International Organization. In Herren, M. (Ed). *Networking the International System: Global Histories of International Organizations* (1-12). Cham, Springer International Publishing.
- Joseph, B. (2004). *Reading the East India Company, 1720-1840: colonial currencies of gender*. University of Chicago Press.
- Keese, A. & Owabira, B.I. (2020). Rescuing, Interpreting, and, Eventually, Digitizing Regional Postcolonial Archives: Endangered Archives and Research in Pointe-Noire, Republic of Congo. *History in Africa*, 47, 143-165.
- Koselleck, R. (1987). Temps et Histoire. *Romantisme. Revue de la Société des Études Romantiques*, 56.
- Kott, S. (2011). Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique. *Critique internationale*, 52, 9-16.
- Lachenal, G. & Mbodj-Pouye, A. (2014). Restes du développement et traces de la modernité en Afrique. *Politique africaine*, 135, 3, 5-21.
- Latham, M.E. (2000). *Modernization as Ideology: American Social Science and « nation Building » in the Kennedy Era*. University of North Carolina Press.
- Lavigne Delville, P. L. (2011). Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés ». *Cahiers d'études africaines*, 202-203, 491-509.
- Macekura, S.J. & Manela, E. (2018). *The Development Century: A Global History*, Cambridge University Press.
- Maurel, C. (2013). Introduction. *Revue Tiers Monde*, 216, 4, 7-18.
- Muschik, E. (2022). Special issue introduction: Towards a global history of international organizations and decolonization. *Journal of Global History*, 17(2), 173-190.
- Ould Mohamedou, M.-M. (2016). Arab agency and the UN project: the League of Arab States between universality and regionalism. *Third World Quarterly*, 37,7, 1219-1233.
- Pacquement, F. (2021). *Histoire de la coopération technique : une généalogie d'Expertise France*. Karthala.
- Parizet, R. (2016). Le « pauvre d'abord ». Une analyse des dynamiques circulatoires de la participation populaire au développement. *Participations*, 14, 1, 61-90.
- Piton, F. (2022). Les archives à parts égales. Archives, écriture de l'histoire et génocide au Rwanda. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 69, 1, 88-102.
- Poncet, O. (2019). Archives et histoire : dépasser les tournants. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 74<sup>e</sup> année, 3-4, 711-743.
- Pouchepadass, J. (2008). A proposito della critica postcoloniale sul "discorso" dell'archivio. *Quaderni storici*, 3, 129, 675-690.
- Potin, Y. (2015). Les archives et la matérialité différée du pouvoir. Titres, écrins ou substituts de la souveraineté ?. *Pouvoirs*, 153, 2, 5-21.



- Prashad, V. (2008). *The Darker Nations: A People's History of the Third World*, The New Press.
- Rist, G. (1996). *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Schrader, S. (2019). *Badges without Borders: How Global Counterinsurgency Transformed American Policing*. University of California Press.
- Spivak, G. C. (1988). Can the Subaltern Speak?. In Nelson, C. & Grossberg, L., *Marxism and the interpretation of culture* (Ed) (271–313). University of Illinois Press.
- Stoler, A.L. (2002). Colonial archives and the arts of governance. *Archival Science*, 2, 1, 87-109.
- Subrahmanyam, S. (2014). *Aux origines de l'histoire globale*. Fayard.
- Thénault, S. (2022). Archives, politique et société. Le cas de la Guerre d'indépendance algérienne. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 69, 1, 24-39.
- Thornton, C. (2021). *Revolution in development: Mexico and the governance of the global economy*. University of California Press.
- Thornton, C. (2023). Developmentalism as Internationalism. Toward a Global Historical Sociology of the Origins of the Development Project. *Sociology of Development*, 9, 1, 33-55.
- Unger, C. R. (2018). *International Development: A Postwar History*. Bloomsbury Academic.
- Westad, O. A. (2007). *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*. Cambridge University Press.

## CALL FOR PAPERS

# "Development archives: production, use and politicization" *Revue internationale des études du développement* n°256 (2024-3)

### Guest Editors

- **Yasmina Aziki**, historian, Ph.D. from Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne
- **Camille Al Dabaghy**, political scientist and sociologist, associate professor at Université Paris-8 Vincennes Saint-Denis
- **Quentin Deforge**, political scientist and sociologist, post-doctoral researcher at Université libre de Bruxelles

## A growing interest in the history of development and its archives

In the field of development studies, a growing literature has been adopting a historical or socio-historical perspective since the 2010s (Badel, 2014; Calandri, 2019; Kott, 2011). This is the case particularly in history: the emergence of global history and of the history of international relations has allowed the renewal of a historiography hitherto focused mainly on national development policies in the context of the Cold War (Ekbladh, 2010; Garavini, 2019; Latham, 2000). This is part of an innovative approach that is required for the question of development to be grasped as closely as possible to the realities in the countries of the Global South, by going beyond the sole prism of states, and by taking an interest in the interplay of hybrid intermediary structures such as transnational organizations, special committees, special interest groups, or experts (Badel, 2014; Frank, 2012; Unger, 2018). This trend can also be observed in the other social sciences. For example, the continuity between colonial administration and development policies can thus be studied by examining the case of the European Union (Dimier, 2014). At the crossroads of these disciplines, this interest in the past of development has also led to an interest in development nostalgia (Lachenal and Mbodj-Pouye, 2014), its "memory" (Brun and Fortuné, 2022), or the way "global" policies have marked social history in the South (Daklhi & Bonneau, 2021). At the same time, at the frontier of the academic field, development professionals – whether active or retired – have also sought to restore the memory of development administrations and professionals (Pacquement, 2021), thus helping to construct their own narrative.

While seminal works in development studies have remained rather silent on the historical material used (Escobar, 1995; Rist, 1996), a corollary to this growing interest in a historical perspective has been the use of a great variety of archives. In history, this has led to opening the archives of international organizations (Herren, 2014), sometimes linking them with those of countries in the South (Aziki, 2019; Blanc, 2019). In other disciplines, researchers have resorted to documents that are not strictly speaking archives (i.e. preserved, classified, and inventoried by dedicated institutions): internal documents made public by development organizations in the name of transparency (Schrader, 2019), documents thanks to which, under the term "grey literature," the evolution of a project can be traced (Parizet, 2016), private archives belonging to diplomats and experts from countries of the South (Thornton, 2021), or U.S. diplomacy archives that can be found on Wikileaks (Deforge and Lemoine, 2021).

These shifts open up promising avenues for future research. First, they allow for a decentering of development in the wake of "connected history" (Subrahmanyam, 2014) and "global historical sociology" (Go and Lawson, 2017). Using archives from the South is in line with "provincializing" the North (Chakrabarty, 2006) in order to grasp the emergence of development as a transnational political project, from the representations, practices, fields of experience, and horizons of expectation (Koselleck, 1987) of Southern societies. The history of development as the "diffusion of theories and practices from the Global North to the Global South" (Macekura and Manela, 2018, p.11) is thus relinquished. Secondly, these shifts open up the way to a "new genealogy" of development (Thornton, 2023), which goes beyond a historiography focused on the post-Second World War period and decolonization (Unger, 2018), thus masking the colonial roots of development (Cooper, 2010). From a less Euro-centric perspective, this allows seeing how certain diplomats or experts in the South have been not only subjects but also actors in the political construction of development (Prashad, 2008; Thornton, 2021). The diversification of materials also makes it possible to shed light on political struggles, with the competition, negotiations, and

variations to which the Western development project gave rise (for example the competition between the Western project and the Soviet one during the Cold War, Westad, 2007). Lastly, and this is a particularly important stake in this special issue given the omnipresence of development actors in the countries of the South in sectors as diverse as educational policies, agricultural development, or even health, the use of these archives opens up the possibility of proposing a history of the extraversion of post-colonial states (Bayart, 1999) through development aid. These archives are therefore apprehended here as a part of the history of the Global South, which is often preserved in the North, a situation which should be examined.

## Questioning the production and use of development archives

However, so far, these dynamics have not been accompanied either by reflective work or by an in-depth methodological discussion of these types of materials (their selection, their use, and their limits), as may be the case in history, for example, where some researchers propose a critical study of archives as a necessary prerequisite for their use (Anheim, 2019; Derrida, 1995; Foucault, 1969). The aim of this special issue is therefore to focus on these questions and to allow this renewed work on development to be based on a critical examination of the materials. This special issue therefore invites contributors to apply questions from several academic spaces to the field of development studies. It is thus based on the hypothesis that development archives, while lending themselves to more general questions, come with specific stakes. These stakes can be linked to the multiplicity of actors intervening in the name of development, to the specificity of North/South power relations in development projects, in particular to the centrality of knowledge and writing in legitimizing the asymmetries that underpin development aid, and, incidentally, to the fact that some of these actors have the financial and technical ability to produce, disseminate, and even impose their own historical narratives of development.

A first way of approaching the question of development archives is to ask which archives – and more broadly which historical materials – are or can be used, but also which are not. When it comes to archives, what should be done with the longstanding call made by the social anthropology of development to tackle “the entire development chain” (Copans, 2011)? What is at stake here is the multitude of actors involved in development policies, from the headquarters of aid agencies to local fieldwork and to the offices and ministries of Southern capitals, from “financial backers” to so-called “beneficiary” populations and institutions, and from NGOs to the “service providers” that are consulting firms. At the crossroads of the call for a “symmetric anthropology between the developers and the developed” (Lavigne-Delville, 2011) and of the call to symmetrize and connect historical sources, and to work on “equally balanced” archives (Bertrand, 2014, Piton, 2022), how can the archives of the “developers” (North and South) and of the “developed” be integrated?

A second way of approaching the question of archives in the historiography of development is to ask how they are used, or more precisely, how the analysis of their conditions of production and accessibility can be linked to the study of development. While reflecting on the use of archives in political science is stimulating (Garrigou, 1989; Gayon, 2016), it is on the side of history and colonial history in particular that there seems to be the most food for thought. The political struggles over the opening and declassification of pivotal archives for colonial and postcolonial history attest to this (Thénault, 2022). At the heart of the archival turn, anthropologist and historian Ann Laura Stoler has defended an *ethnographic* approach to colonial archives as devices for the production and authentication of knowledge incorporating and consolidating power relations, as instruments of government, in opposition to an extractive approach to archives which consists in poring over them, digging for names, events, and facts whose veracity is weighed up (Stoler, 2002). This calls for taking into account not only the conditions of production of documents, but the political and social conditions of their (non-)archiving, (non-)preservation, and (non-)accessibility (Poncet, 2019). This calls for thinking about “what society does to archives” as it shapes archival operations, and “what archives do to society” (Poncet, 2019) in particular by building social groups, but also by making some of them invisible, by depriving them of a written relationship to the past, thus further consolidating domination – this is the meaning of the postcolonial and feminist critique of archives (Burton, 2003; Joseph, 2004; Pouchepadass, 2008; Spivak, 1988). Going “from archives as sources to archives as object” (Stoler, 2002) leads to shedding light on the “developmentalist situation,” in the wake of the “colonial situation,” the modalities and categories of the exercise of power, their evolution over time, based on the archiving practices along the development policy production chain, in other words, based on the structuring and materiality of development archives. This approach seems particularly promising to examine the way in which development actors produce a certain narrative and consequently a certain political representation of development through their archives. The power relations reflected and reinforced by this narrative can thus be examined (Duclert, 2015), for example between international organizations and national actors in the field of development.

These stakes are, of course, to be linked with recent questions in African historiography. One may think of the unequal access to sources for researchers in the North and the South, of the sovereignty of archives (Potin, 2015), and of the effects of reality generated by the creation and opening of certain archival collections. This seems particularly important at a time when the digitization of archives has upended their conditions of preservation and accessibility, and when certain international organizations, for the sake of “transparency,” have been digitizing and putting a large part of their archives online, thus maintaining and shaping the memory of their interventions in Southern countries (Chamelot, Hiribarren, and Rodet, 2020; Emmerij, 2005; Fouéré et al., 2020). Lastly, a significant part of the thinking on the power stakes relating to colonial archives (e.g.: Chamelot, 2019) and on the risk of certain archives disappearing (Keese and Owabira, 2020) would benefit from shifting to development archives.

## Lines of inquiry

To guide contributions to this special issue, two lines of inquiry are proposed, it being understood that an article may correspond to both.

### 1 – Development archives: production, preservation, and politicization

- **The production of archives and the archiving process:** Analyzing the processes and practices through which development actors produce archives is essential to consider their possible uses. How are the documents produced, received, and collected by these actors collected, sorted, organized, and preserved? To what extent are development projects and actors subject to specific archiving processes? Who are the historians and archivists who handle these processes? Are there any private archive entrepreneurs? How do these practices measure up to the wealth of documents, in particular with the development of computers? More broadly, are these archives preserved or are they lost once projects come to an end and the professionals involved in them retire or die? What role do we play as researchers in the constitution of archives, through our investigation or restitution practices, through our relations with social actors who are in need of archives, through our relations with the administrations that produce archives or with the administrations that build, preserve, and provide access to archives? Lastly, are these archiving processes and practices the subject of autonomous treatment among the actors concerned, or are they closely intertwined with certain objectives, for example financial or political?

- **Preservation, distribution, and access:** A number of questions arise concerning how these archives are preserved and made available. Where are these archives stored? In the case of international organizations, are they kept in the countries of intervention or gathered at their headquarters? To what extent are archived documents searchable and consulted internally, within development aid organizations? What effective access do researchers in the South have to these archives? How is archive digitization implemented? How are digitization choices made? To what extent do projects to save and digitize African, South American, or Asian archives relate to post-independence development policies and projects? To what extent does the risk of “digital imperialism” not amplify developmentalist domination? More generally, to what extent are these issues of preservation, dissemination, and access understood by the various actors as integrated into a broader political dimension aimed at producing the history of development?

- **Sovereignty, secrecy, and politicization:** These archives can be the subject of power struggles, between states but also between organizations, and more broadly of politicization processes. How do development actors, in the North and the South, use their practices of archive production, preservation, and dissemination to impose their own political representation and their own development narrative? How do the labeling of corpses, on the one hand, and the legitimization of development institutions or policies, on the other, feed each other? Conversely, to what extent are the archives of development projects subject to secrecy? What is more, to what extent can archives be vectors of independence and reclaiming of a state's history and memory? What social demands can they be subject to? To what extent are they considered an object of sovereignty? Are development archives the subject of thought in terms of restitution in the same way as colonial archives? Are they the subject of inconspicuous memory battles? To what extent do the social demands around these archives shed light on the uses of development as a political or influence lever? More broadly, in what contexts do development archives become political objects?

## 2 – Development archives: materials, methods, and reflexivity

- **A variety of “development archives”:** The works identified show that a very wide variety of documents is used. They may come from archival collections (private or public) in the strict sense of the term, but also from actors who produce or receive them: documents produced by administrations that are not archived or that are not found by researchers in archives (in particular the “grey literature” relating to development projects and public policies – programmatic documents, evaluations, meeting minutes, etc.), press clippings and online publications, correspondence and emails, resumes, oral archives, etc. How have the types of traces used evolved? How is the heterogeneity of these materials apprehended and tackled? To what extent are these materials made public after having been analyzed? Are some materials more legitimate than others? To what extent does the heterogeneity of available materials and the value attached to them contribute to reproducing power relations, for example between the “developers” and the “developed”?

- **Methods and practices:** The literature review on development also leads to identifying several aims assigned to using these archives: mapping an expert space, documenting a local project, studying a circulation process and a project negotiation process, tracing practices, careers, and professional groups, grasping the categories that underlie development policies, and reconstructing the evolution of an intervention paradigm. The aim is to objectivize the methods used and to discuss their replicability, but also to reflect on how the data present in these archives can be systematized and objectivized. How can documents that are not archives in the historian’s sense (classified and inventoried by archivists) be rigorously used? How does the data from the digital work of development actors open up the way to new methods? An important stake here is to question and propose methods to objectivize the construction of development as a political project. For example, how can conflicts and negotiations between several distinct projects or between several political representations of development be conveyed?

- **Reflective activism:** This line of inquiry also aims to open up an examination of researchers’ more or less extractive or ethnographic relation to archives, and of how they take into account the production, preservation, and logic of archives (and not only of their contents) in the analysis of their research objects. What archives do they seek out, find, select, and ultimately use, and why? Are there archived documents that they do not see or do not use, and, if so, why? What effects of reality do the differences in nature between Northern and Southern sources produce? What diplomatic and strategic stakes does the access to archives highlight? In the archival collections used, what does the sorting and classification logic say about researchers’ objects? What regularity can be observed when it comes to what can and cannot be said? Who is talked about and who is not, but also which scribes appear clearly and which are expunged? What makes an event and what does not? What and who is deemed important? What regime of truth and what regime of historicity thus take shape? What micro-resistances emerge? What sticking points appear? What is the moral and political project that is underpinned by these conventions, categories, and regularities? Through their utilization of archives (digitization, use, and dissemination), how do researchers take part in the moral and political projects of the “developers” and the “developed,” in the North and the South? Lastly, depending on the archives available, to what extent do research practices contribute to reproducing the mechanisms of invisibilization of certain actors, particularly in the South, and more broadly to reproducing the power relations specific to development activities?

### Expected proposals and aims of the special issue

Through the various contributions selected, the issue will pursue several aims.

The first aim is methodological: the renewed interest in development archives raises questions, particularly among young researchers, about how to identify, collect, and use them, and about their limits. The special issue will thus offer a set of methodological reference points to anyone wishing to use such archives.

The second aim will be to lay the foundations for a more ambitious project to study development archives from a perspective at the crossroads of “connected history” (Subrahmanyam, 2014) and “global historical sociology” (Go and Lawson, 2017). Studying the archives between the “developers” and the “developed” somewhat symmetrically, with the aim for example of renewing the history of post-colonial states, requires a finer knowledge of existing archives, and a consolidation of the methods to use them. It also requires knowing how and by whom these archives were constituted and to what extent they give a voice to actors from the South.

Lastly, the third aim will be to provide North-South food for thought on the preservation of archives and more broadly on the memory of development. One of the hypotheses on which this special issue is based is that there is a significant asymmetry in the ability of researchers from the North and the South to have access to these archives, meaning that a part of the history of Southern states and societies is thus inaccessible. This special issue will lead to objectivizing this access asymmetry, and will lay the groundwork for reflective work on the preservation, access, and possibility of returning these archives. It therefore participates more generally in nurturing a collective effort of reflexivity on the epistemological, methodological, and ethical fundamentals of the social sciences in the post-colonial context (Fouéré et al., 2020).

This special issue is part of a unitary conception of the social sciences. While proposals are expected in history, researchers in sociology and political science using archives are also strongly invited to submit their proposals. This issue will also lend itself to proposals from less obvious disciplines, such as, for example, from economists or demographers who use such archives with a quantitative approach, or anthropologists who have been led to take an interest in an archiving process. This special issue will seek to bring together proposals relating to different types of archives, institutions, and processes: written archives, oral archives, local institution archives, international organization archives, personal archives, press archives, etc. The aim is also, as far as possible, to bring together contributions relating to different geographical areas, so that this special issue may have a scope that is both global and comparative.

Several special issues published in recent years can be used as references, though they may not have been directly related to development archives. In particular, there are several special issues on development, such as in the journal *Politique africaine* on the “remains” and the “ruins” of development (Lachenal and Mbodj-Pouye, 2014) and in the journal *Anthropologie et développement* on the “memory” of development (Brun and Fortuné, 2022), and several more general issues, in the *Journal of Global History* on international organizations and decolonization (Muschik, 2022), in the journal *Critique internationale* on international organizations as a field for the socio-history of globalization (Kott, 2011), or in the *Revue Tiers Monde* on writing history in developing countries (Maurel, 2013).

## Submission details / Participation in Issue no. 256 (2024/3) of the RIED

---

The authors agree to read the editorial policy of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the [code of ethics](#) and the [Guidelines for Authors](#).

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

### 1. Submitting the proposal:

**The proposals** in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The file for the proposal must be entitled “AUTHOR’S SURNAME-Proposal-256,” and **must include:**

- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- some bibliographical references (not included in the character count);
- a second file entitled “AUTHOR’S SURNAME-256-info,” including the author’s first name and last name, their status, their institutional affiliation, and their email address.

**The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team and a preselection of the proposals will be made.**

### 2. Submitting the paper:

**The authors whose proposals have been selected** will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines for Authors. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

**The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references)** may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement*, but the author must not submit their paper to another journal simultaneously.

The references cited must be presented in APA format.

## Publication calendar

---

The authors agree to comply with the calendar.

The proposals must be submitted by **November 3, 2023** to:

- [yasmina.aziki@gmail.com](mailto:yasmina.aziki@gmail.com)
- [camille.al-dabaghy@univ-paris8.fr](mailto:camille.al-dabaghy@univ-paris8.fr)
- [quentin.deforge@ulb.be](mailto:quentin.deforge@ulb.be)
- [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of November 13, 2023.

The first draft (V1), following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the aforementioned email addresses by **January 20, 2024**.

The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment on the part of the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process; no. 256 is expected to be published in October 2024.

## References

---

- Anheim, É. (2019). Science des archives, science de l'histoire. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 74, 505-520.
- Aziki, Y. (2019). L'OPEP : un acteur de l'aide au développement du Sud ancré dans la coopération trilatérale. *Relations internationales*, 177, 111-127.
- Badel, L. (2014). Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI<sup>e</sup> siècle. *Relations internationales*, 157, 3-23.
- Bayart, J.-F. (1999). L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5, 1, 97-120.
- Blanc, G. (2019). L'expert, le dirigeant et l'habitant. La fabrique globale de la nature éthiopienne (1965-1970). *Genèses*, 2, 115, 53-74.
- Bertrand, R. (2014). *L'histoire à parts égales : récits d'une rencontre Orient-Occident, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle*. Points.
- Brun, M. & Fortuné, F. (2022). La mémoire du développement, ça n'existe pas !. *Anthropologie & développement*, 53, 9-19.
- Burton, A. M. (2003). *Dwelling in the archive: women writing house, home, and history in late colonial India*. Oxford University Press.
- Calandri, E. (2019). Italy, the developing world, and aid policy, 1969-1979: "the historic compromise" and Italian foreign policy. *Cold War History*, 1-19.
- Chakrabarty, D. (2006). A Global and Multicultural "Discipline" of History?. *History and Theory*, 45, 1, 101-109.
- Chamelot, F. (2019). « Se priver d'archives, c'est se priver de mémoire » : la dualité central/local du fonds de l'Afrique occidentale française (AOF). *Gazette des archives*, 256, 4, 69-80.
- Chamelot, F., Hiribarren, V. & Rodet, M. (2020). Archives, the Digital Turn, and Governance in Africa. *History in Africa*, 47, 101-118.
- Cooper, F. (2010). Writing the History of Development. *Journal of Modern European History*, 8, 1, 5-23.
- Copans, J. (2011). La recomposition des sciences sociales du développement et de l'humanitaire au XXI<sup>e</sup> siècle. *Cahiers d'études africaines*, 51, 202-203, 311-329.
- Dakhli, L. & Bonneau, V. (2021). Introduction: Interpreting the Global Economy through Local Anger. *International Review of Social History*, 66(S29), 1-21.
- Deforge, Q. & Lemoine B. (2021). The Global South Debt Revolution That Wasn't: UNCTAD from Technocratic Activism to Technical Assistance. In Pénet, P. & Zendejas J. F. (Ed). *Sovereign Debt Diplomacies. Rethinking Sovereign Debt from Colonial Empires to Hegemony*. Oxford University Press, 232-256.

- Derrida, J. (1995). *Mal d'archive : une impression freudienne*. Galilée.
- Dimier, V. (2014). *The Invention of a European Development Aid Bureaucracy: Recycling Empire*, Palgrave MacMillan.
- Duclert, V. (2015). L'état et les archives. *Question démocratique, réponse constitutionnelle*. *Pouvoirs*, 153, 2, 37-48.
- Ekbladh, D. (2010). *The great American mission: modernization and the construction of an American world order*. Princeton University Press.
- Emmerij, L. (2005). The History of Ideas: An Introduction to the United Nations Intellectual History Project. *Forum for Development Studies*, 32, 1, 9-20.
- Engerman, D. & Unger, C. (2009). Introduction: Towards a Global History of Modernization. *Diplomatic History*, 33, 3, 375-385.
- Escobar, A. (1995). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton University Press.
- Foucault, M. (1969). *L'archéologie du savoir*, Gallimard.
- Fouéré, M.-A., Rillon, O. & Pommerolle, M.-E. (2020). Pourquoi Sources ? Rigueur empirique, réflexivité et archivage en sciences humaines et sociales et dans les études africaines. *Sources. Material & Fieldwork in African Studies*, 1, 1-21.
- Frank, R. (2012). *Pour l'histoire des relations internationales. Histoire et théories des relations internationales*. Presses universitaires de France.
- Garavini, G. (2019). *The Rise and Fall of OPEC in the Twentieth Century*. Oxford University Press.
- Garrigou, A. (1989). Le politologue aux Archives. *Politix*, 2, 6, 41-45.
- Gayon, V. (2016). Écrire, prescrire, proscrire. Notes pour une sociogénétique de l'écrit bureaucratique. *ARSS Actes de la recherche en sciences sociales*, 213, 3, 84-103.
- Go, J. & Lawson, G. (Ed). (2017). *Global Historical Sociology*. Cambridge University Press.
- Herren, M. (2014). Introduction: Towards a Global History of International Organization. In Herren, M. (Ed). *Networking the International System: Global Histories of International Organizations* (1-12). Cham, Springer International Publishing.
- Joseph, B. (2004). *Reading the East India Company, 1720-1840: colonial currencies of gender*. University of Chicago Press.
- Keese, A. & Owabira, B.I. (2020). Rescuing, Interpreting, and, Eventually, Digitizing Regional Postcolonial Archives: Endangered Archives and Research in Pointe-Noire, Republic of Congo. *History in Africa*, 47, 143-165.
- Koselleck, R. (1987). Temps et Histoire. *Romantisme. Revue de la Société des Études Romantiques*, 56.
- Kott, S. (2011). Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique. *Critique internationale*, 52, 9-16.
- Lachenal, G. & Mbodj-Pouye, A. (2014). Restes du développement et traces de la modernité en Afrique. *Politique africaine*, 135, 3, 5-21.
- Latham, M.E. (2000). *Modernization as Ideology: American Social Science and « nation Building » in the Kennedy Era*. University of North Carolina Press.
- Lavigne Delville, P. L. (2011). Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés ». *Cahiers d'études africaines*, 202-203, 491-509.
- Macekura, S.J. & Manela, E. (2018). *The Development Century: A Global History*, Cambridge University Press.
- Maurel, C. (2013). Introduction. *Revue Tiers Monde*, 216, 4, 7-18.
- Muschik, E. (2022). Special issue introduction: Towards a global history of international organizations and decolonization. *Journal of Global History*, 17(2), 173-190.
- Ould Mohamedou, M.-M. (2016). Arab agency and the UN project: the League of Arab States between universality and regionalism. *Third World Quarterly*, 37, 7, 1219-1233.
- Pacquement, F. (2021). *Histoire de la coopération technique : une généalogie d'Expertise France*. Karthala.
- Parizet, R. (2016). Le « pauvre d'abord ». Une analyse des dynamiques circulatoires de la participation populaire au développement. *Participations*, 14, 1, 61-90.
- Piton, F. (2022). Les archives à parts égales. Archives, écriture de l'histoire et génocide au Rwanda. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 69, 1, 88-102.
- Poncet, O. (2019). Archives et histoire : dépasser les tournants. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 74<sup>e</sup> année, 3-4, 711-743.
- Pouchepadass, J. (2008). A proposito della critica postcoloniale sul "discorso" dell'archivio. *Quaderni storici*, 3, 129, 675-690.
- Potin, Y. (2015). Les archives et la matérialité différée du pouvoir. Titres, écrins ou substituts de la souveraineté ? *Pouvoirs*, 153, 2, 5-21.
- Prashad, V. (2008). *The Darker Nations: A People's History of the Third World*, The New Press.
- Rist, G. (1996). *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Schrader, S. (2019). *Badges without Borders: How Global Counterinsurgency Transformed American Policing*. University of California Press.



- Spivak, G. C. (1988). Can the Subaltern Speak?. In Nelson, C. & Grossberg, L., *Marxism and the interpretation of culture* (Ed) (271–313). University of Illinois Press.
- Stoler, A.L. (2002). Colonial archives and the arts of governance. *Archival Science*, 2, 1, 87-109.
- Subrahmanyam, S. (2014). *Aux origines de l'histoire globale*. Fayard.
- Thénault, S. (2022). Archives, politique et société. Le cas de la Guerre d'indépendance algérienne. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 69, 1, 24-39.
- Thornton, C. (2021). *Revolution in development: Mexico and the governance of the global economy*. University of California Press.
- Thornton, C. (2023). Developmentalism as Internationalism. Toward a Global Historical Sociology of the Origins of the Development Project. *Sociology of Development*, 9, 1, 33-55.
- Unger, C. R. (2018). *International Development: A Postwar History*. Bloomsbury Academic.
- Westad, O. A. (2007). *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*. Cambridge University Press.

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIONES  
“Archivos del desarrollo: producir, movilizar y politizar”  
*Revue internationale des études du développement* n° 256 (2024-3)

### Coordinación del número

- **Yasmina Aziki**, historiadora, doctora en la universidad Paris-1 Panthéon-Sorbonne
- **Camille Al Dabaghy**, politóloga y socióloga, profesora en la universidad Paris-8 Vincennes Saint-Denis
- **Quentin Deforge**, politólogo y sociólogo, postdoctorando en la Université libre de Bruxelles (ULB)

### Interés creciente por la historia del desarrollo y sus archivos

En el campo de los estudios del desarrollo se observa, desde los años 2010, la multiplicación de obras inscritas en una perspectiva histórica o histórico-social (Badel, 2014; Calandri, 2019; Kott, 2011), especialmente en historia. La emergencia de la historia global y de la historia de las relaciones internacionales permitió la renovación de una historiografía hasta entonces focalizada esencialmente en las políticas nacionales de desarrollo en el contexto de Guerra Fría (Ekbladh, 2010; Garavini, 2019; Latham, 2000). Esto forma parte de un planteamiento novedoso, necesario para abordar la cuestión del desarrollo de la forma más cercana posible a las realidades de los países del sur, superando el único prisma de lectura de los Estados e interesándose en el juego de estructuras intermediarias híbridas como las organizaciones transnacionales, las comisiones especiales, los grupos de influencia o los expertos (Badel, 2014; Frank, 2012; Unger, 2018). Esta tendencia se observa igualmente en otras disciplinas de las ciencias sociales. Ella permitió, por ejemplo, interrogar la continuidad entre administración colonial y políticas de desarrollo a partir del caso de la Unión Europea (Dimier, 2014). En la confluencia de estas disciplinas, este interés por el pasado del desarrollo condujo también a interesarse por la nostalgia del desarrollo (Lachenal & Mbodj-Pouye, 2014), por su “memoria” (Brun & Fortuné, 2022), o por la manera en la que políticas “globales” marcaron la historia social en los países del sur (Daklhi & Bonnecase, 2021). Paralelamente, en las fronteras del ámbito académico, profesionales del desarrollo, en activo o jubilados, buscaron igualmente la restitución de la memoria de las administraciones y de los profesionales del desarrollo (Pacquement, 2021), contribuyendo a construir su propio relato.

Mientras que obras fundadoras en estudios del desarrollo permanecían relativamente silenciosas sobre el material histórico utilizado (Escobar, 1995; Rist, 1996), este interés creciente por una perspectiva histórica tuvo, como corolario, la movilización de una gran diversidad de archivos. En historia, esto condujo a la apertura de los archivos de las organizaciones internacionales (Herren, 2014), articulándolos, en ocasiones, con los archivos de los países del sur (Aziki, 2019; Blanc, 2022). En las demás disciplinas, los investigadores e investigadoras recurrieron a documentos que no son archivos en sentido estricto (conservados, clasificados e inventariados por instituciones competentes): documentos internos publicados por las organizaciones de desarrollo en aras de la transparencia (Schrader, 2019), documentos que bajo el término de “literatura gris” pueden permitir trazar la evolución de un proyecto (Parizet, 2016), archivos privados de diplomáticos y de expertos de los países del sur (Thornton, 2021), o archivos de la diplomacia estadounidense presentes en WikiLeaks (Deforge & Lemoine, 2021).

Estas pistas proyectan horizontes prometedores para las investigaciones venideras. En primer lugar, hacen posible una descentralización del desarrollo en la estela de la “historia conectada” (Subrahmanyam, 2014) y de la “sociología histórica global” (Go & Lawson, 2017). Al movilizar archivos de los países del sur, se comparte la propuesta hecha de “provincializar” los países del norte (Chakrabarty, 2006) para comprender la emergencia del desarrollo, como proyecto político transnacional, desde las representaciones y las prácticas, los ámbitos de experiencia y los horizontes esperados (Koselleck, 1987) de las sociedades de los países del sur. Así, se renuncia a una historia del desarrollo como “difusión de

teorías y prácticas del norte global al sur global” (Macekura & Manela, 2018: 11). A continuación, estos desarrollos abren la vía a una “nueva genealogía” del desarrollo (Thornton, 2023), que dejaría atrás una historiografía focalizada en el periodo posterior a la Segunda Guerra Mundial y en la descolonización (Unger, 2018), ocultando, principalmente, las raíces coloniales del desarrollo (Cooper, 2010). Desde una perspectiva menos centralizada en Europa, ello permite entender cómo ciertos diplomáticos o expertos de los países del sur fueron también actores, y no solamente sujetos, de la construcción política del desarrollo (Prashad, 2008; Thornton, 2021). Esta diversificación de materiales permite, igualmente, revelar las luchas políticas en términos de competencias, negociaciones y variaciones a las que dio lugar el proyecto occidental de desarrollo (por ejemplo, la competencia entre el proyecto occidental y el soviético durante la Guerra Fría – Westad, 2007). Finalmente, y se trata de un desafío especialmente importante de este dossier, al considerar la omnipresencia de los actores del desarrollo en los países del sur en sectores tan diversos como las políticas educativas, el desarrollo agrícola o la salud, el uso de estos archivos abre la posibilidad de proponer una historia de la extroversión a través del desarrollo de los Estados poscoloniales (Bayart, 1999). Por lo tanto, estos archivos son considerados aquí como una parte de historia de los países del sur, a menudo, conservada en los países del norte, que deben ser analizados.

## Cuestionar la producción y el uso de los archivos del desarrollo

Sin embargo, hasta aquí, estas dinámicas no se acompañaron de un trabajo reflexivo ni de un debate metodológico profundo sobre este tipo de materiales (selección, movilización, límites), como puede ser el caso, por ejemplo, en historia donde ciertos investigadores proponen un estudio crítico de los archivos como prerrequisito necesario a su explotación (Anheim, 2019; Derrida, 1995; Foucault, 1969). El objetivo de este dossier es, por consiguiente, analizar tales cuestiones para permitir a estas novedosas obras sobre el desarrollo basarse en un examen crítico de los materiales. Para ello, este dossier invita a los autores y autoras de la contribución a volver a implementar, en el ámbito de los estudios del desarrollo, cuestionamientos originarios de diferentes disciplinas académicas. El dossier se basa también en la hipótesis según la cual los archivos del desarrollo, aun prestándose a cuestionamientos más generales, portan retos específicos. Estos pueden estar ligados a la multiplicidad de actores que intervienen en nombre del desarrollo, a la especificidad de las relaciones de poder norte-sur de los proyectos de desarrollo, principalmente, a la centralidad de los conocimientos y de la escritura en la legitimación de las asimetrías que sustentan la ayuda al desarrollo e, incidentalmente, al hecho que algunos de estos actores disponen de capacidades financieras y técnicas que les permiten producir, difundir, incluso imponer sus propios discursos históricos del desarrollo.

Una primera manera de abordar la cuestión de los archivos del desarrollo es preguntarse qué archivos y, más ampliamente, qué materiales históricos son movilizados o pueden serlo e, inversamente, cuáles no. ¿Qué hacer de la ya antigua proposición de la antropología social del desarrollo de tratar “el conjunto de la cadena del desarrollo” (Copans, 2011) en relación con los archivos? Tratamos aquí la multitud de actores implicados en las políticas de desarrollo, las sedes de las agencias de ayuda, los terrenos locales de intervención, pasando por las oficinas y ministerios de las capitales de los países del sur; las agencias “comanditarias”, las poblaciones e instituciones llamadas “beneficiarias”, pasando por las ONG y las consultorías “prestatarias”. En la encrucijada del llamamiento a una “antropología simétrica entre ‘promotores’ y ‘receptores’ del desarrollo” (Lavigne Delville, 2011) y del llamamiento a hacer simétricos y a conectar las fuentes históricas, a trabajar sobre los archivos “a partes iguales” (Bertrand, 2014; Piton, 2022), ¿cómo cotejar archivos de “promotores” (norte y sur) y de “receptores” de las políticas de desarrollo”?

Una segunda manera de abordar la cuestión de los archivos en la historiografía del desarrollo es preguntarse cómo estos son utilizados o, más concretamente, cómo el análisis de las condiciones de producción y accesibilidad de los archivos puede articularse al estudio del desarrollo. Si la reflexión acerca del uso de los archivos en ciencia política es estimulante (Garrigou, 1989; Gayon, 2016), es en la historia, y en particular en la historia colonial, donde nos parece que hay materia de reflexión. Atestiguan de lo anteriormente dicho las luchas políticas en lo concerniente a la apertura y desclasificación de los archivos clave para la historia colonial y poscolonial (Thénault, 2022). En el meollo del *archival turn*, la antropóloga e historiadora Ann Laura Stoler defendió una visión *etnográfica* de los archivos coloniales como dispositivos de producción y autenticación de conocimientos que incorporan y afianzan relaciones de poder, como instrumento de gobierno, en oposición a una visión extractiva de los archivos que consiste en extraer nombres y acontecimientos, hechos cuya veracidad es sopesada. Ello nos invita a tener en cuenta no solamente las condiciones de producción de los documentos sino las condiciones políticas y sociales de proceder o no proceder, a su archivo, conservación y accesibilidad (Poncet, 2019). Esto nos induce a reflexionar sobre “aquello que la sociedad hace a los archivos” en tanto que ella configura las operaciones archivísticas y “aquello que los archivos hacen a la sociedad” (Poncet, 2019), principalmente construyendo grupos sociales pero también invisibilizando algunos de ellos al privarles de una relación escrita al pasado y reforzando así, más

ampliamente, dominaciones – es el sentido de la crítica poscolonial y feminista de los archivos (Burton, 2003; Joseph, 2004; Pouchepadass, 2008; Spivak, 1988;). Pasar de “los archivos como fuente a como objeto” (Stoler, 2002) nos conduciría a poder aclarar la “situación desarrollista” en la prolongación de la “situación colonial”, las modalidades y categorías del ejercicio del poder, su evolución en el tiempo, a partir de prácticas de archivado a lo largo de la cadena de producción de las políticas de desarrollo, en otros términos, a partir de la estructuración y de la materialidad de los archivos del desarrollo. Esta visión nos parece especialmente prometedora para cuestionar la forma en que los actores del desarrollo producen, a través de sus archivos, una cierta narrativa y, por consiguiente, cierta representación política del desarrollo. Esta visión permite así interrogar las relaciones de poder que esta narrativa pone de manifiesto y conforta (Duclert, 2015), por ejemplo, entre organizaciones internacionales y actores nacionales del desarrollo.

Por supuesto, estos desafíos deben ser articulados con los recientes cuestionamientos de la historiografía africana. Nos referimos al desigual acceso de investigadores e investigadoras del norte y del sur a las fuentes, a la soberanía de los archivos (Potin, 2015), a aquel de los efectos de realidad creados por la constitución y apertura de ciertos fondos. Esto nos parece especialmente importante en este momento en que la digitalización de los archivos trastoca las condiciones de conservación y accesibilidad y en que ciertas organizaciones internacionales, en aras de la “transparencia”, digitalizan y suben una gran parte de sus archivos, entreteniéndolo y orientando la memoria de sus intervenciones en los países del sur (Chamelot, Hiribarren, Rodet, 2020; Emmerij, 2005; Fouéré *et al.*, 2020). Finalmente, una parte importante de las reflexiones sobre los desafíos de poder relativos a los archivos coloniales (por ejemplo Chamelot, 2019), y sobre la amenaza de una desaparición de ciertos archivos (Keese & Owabira, 2020) deberían volver a ser implementados en los archivos del desarrollo.

## Enfoques de investigación

Para orientar las contribuciones a este dossier, proponemos dos enfoques de investigación, considerando que un artículo podrá inscribirse en ambos.

### Enfoque 1 – Archivos del desarrollo: producción, conservación y politización

– **Producción de archivos y procedimientos de archivado:** para proceder a una reflexión acerca de sus eventuales utilidades es indispensable analizar los procedimientos y prácticas a través de las cuales los actores del desarrollo producen archivos. ¿Cómo son recopilados, clasificados, organizados y conservados los documentos producidos, recibidos y recopilados por estos actores? ¿En qué medida los proyectos y actores del desarrollo son objeto de procedimientos de archivo específicos? ¿Quiénes son los historiadores, historiadoras y archiveros que se encargan de este procedimiento? ¿Existen los empresarios privados de archivos? ¿Cómo se confrontan estas prácticas a la profusión de documentos, en particular, desde el desarrollo de la informática? ¿Más ampliamente, estamos conservando estos archivos o los estamos perdiendo a medida que estos proyectos se finalizan o que los profesionales implicados fallecen o se jubilan? ¿Qué rol juegan los investigadores e investigadoras en la constitución de los archivos, a través de nuestras prácticas de investigación o restitución, a través de nuestras relaciones con los actores sociales que buscan archivos, a través de nuestras relaciones con las administraciones que producen archivos o con las administraciones que construyen, conservan y permiten el acceso a los archivos? ¿En última instancia, estos procedimientos y prácticas de archivado reciben un tratamiento autónomo entre los actores concernidos, o están íntimamente imbricados a ciertos objetivos, por ejemplo, financieros o políticos?

– **Conservación, difusión, acceso:** a continuación, se formulan cierto número de cuestiones en cuanto al modo en que estos archivos son conservados y puestos a disposición. ¿Dónde se conservan? ¿En el caso de las organizaciones internacionales, los archivos son conservados en los países en los que intervienen o son reunidos en las sedes? ¿En qué medida los documentos susceptibles de ser archivados son consultables o consultados internamente, en el seno de las organizaciones de ayuda al desarrollo? ¿Qué acceso efectivo tienen los investigadores e investigadoras a estos archivos? ¿Cómo se implementan los procedimientos de digitalización de archivos? ¿Cómo se realizan las selecciones de digitalización? ¿En qué medida los proyectos de salvaguarda y digitalización de archivos africanos, sudamericanos o asiáticos conciernen las políticas y proyectos de desarrollo post independencias? ¿En qué medida el riesgo de “*digital imperialism*” no aumenta la dominación desarrollista? ¿De manera más general, en qué medida estos desafíos de conservación, difusión y acceso son considerados por los diferentes actores como integrados en una dimensión política más vasta orientada a producir la historia del desarrollo?

– **Soberanía, secreto y politización:** estos archivos pueden ser, a continuación, objeto de desafíos de poder, entre Estados, pero también entre organizaciones, y más ampliamente, de procesos de politización. ¿Cómo utilizan, los actores del desarrollo norte y sur, sus prácticas de producción, conservación y difusión de los archivos para imponer su propia representación política y su propio relato del desarrollo? ¿Cómo se alimentan recíprocamente certificación de los corpus, de una parte, y legitimación de las instituciones o de las políticas de desarrollo, de otra parte? ¿E inversamente, en qué medida los archivos de los proyectos de desarrollo son secretos? ¿Por otra parte, en qué medida los archivos pueden ser para un Estado vectores de independencia y reapropiación de su propia historia, de su memoria? ¿Cuáles son las demandas sociales de las que los archivos serían objeto? ¿En qué medida son considerados como un objeto de soberanía? ¿Estos archivos del desarrollo son objeto de una reflexión en términos de restitución al igual que los archivos coloniales? ¿De batallas silenciosas sobre la memoria histórica? ¿En qué medida las demandas sociales relativas a estos archivos permiten clarificar el uso del desarrollo como instrumento político o de influencia? ¿Más ampliamente, en qué contextos se convierten los archivos del desarrollo en objetos políticos?

## Enfoque 2 – Archivos del desarrollo: materiales, métodos y reflexividad

– **Diversidad de los “archivos del desarrollo”:** las obras señaladas muestran una gran diversidad de documentos movilizados: aquellos pertenecientes a fondos de archivos (privados o públicos) en sentido estricto del término, pero también toda una documentación recopilada directamente de actores que la producen o reciben: documentos producidos por administraciones que no son archivadas o que no son encontradas por los investigadores en los archivos (sobre todo la literatura “gris” relativa a los proyectos de desarrollo y políticas públicas-documentos programáticos, evaluaciones, actas de reuniones...), recortes de prensa y publicaciones en línea, correspondencias y mails, CV, archivos orales, etc. ¿Cómo evolucionaron los tipos de documentos movilizados? ¿Cómo se recibe y trata la heterogeneidad de estos materiales? ¿En qué medida estos materiales se hacen públicos una vez analizados? ¿Existen materiales más legítimos unos que otros? ¿En qué medida la heterogeneidad de los materiales disponibles y de su valor otorgado contribuye a reproducir las relaciones de poder, por ejemplo, entre aquellos que proceden al desarrollo y aquellos que son sus sujetos pasivos?

– **Métodos y prácticas:** la reseña de las obras sobre el desarrollo también lleva a identificar varios objetivos asignados a la explotación de estos archivos: cartografiar un espacio experto; documentar un proyecto local; estudiar un proceso de circulación, un proceso de negociación de proyecto; rastrear prácticas, carreras y grupos profesionales; definir las categorías subyacentes a las políticas de desarrollo; reconstituir la evolución de un paradigma de intervención. Se tratará aquí de objetivar los métodos empleados y de discutir su reproducción. Esperamos igualmente reflexionar cómo sistematizar y objetivar los datos presentes en estos archivos. ¿Cómo sacar provecho rigurosamente de documentos que no son archivos en el sentido del historiador (clasificados e inventariados por archiveros)? ¿Cómo los datos originados del trabajo digital de los actores del desarrollo abren la vía a nuevos métodos? Un desafío importante aquí es interrogarse y proponer métodos que puedan permitir objetivar la construcción del desarrollo como proyecto político. Por ejemplo, ¿cómo restituir los conflictos y negociaciones entre varios proyectos distintos o entre varias representaciones políticas del desarrollo?

– **Compromiso reflexivo:** sin embargo, este enfoque de investigación pretende también abrir una reflexión sobre nuestras relaciones más o menos extractivas o etnográficas con los archivos, sobre nuestra consideración de la producción, de la conservación de los archivos (y no únicamente de su contenido) en el análisis de nuestros objetos de investigación. ¿Qué archivos buscamos, encontramos, seleccionamos y, finalmente, movilizamos, y por qué? ¿Existen documentos archivados que no vemos, no movilizamos y, si es así, por qué? ¿Qué efectos de realidad producen las diferencias de naturaleza entre nuestras fuentes provenientes del norte y del sur? ¿Qué desafíos diplomáticos y estratégicos emergen del acceso a los archivos? ¿En los archivos que movilizamos, qué evocan de nuestros objetos las lógicas de selección y clasificación? ¿Qué regularidad observamos sobre aquello que puede ser dicho y aquello que no puede serlo? ¿De qué hablamos y de qué no hablamos, pero igualmente qué escribas aparecen de forma clara y cuáles son eliminados? ¿Qué hace o no hace un acontecimiento? ¿A qué y a quién acordamos importancia? ¿Qué régimen de veracidad y cuál de historicidad consideramos? ¿Cuáles son las “micro resistencias” que afloran? ¿Qué aspectos de disensión emergen? ¿Qué proyecto moral y político es sustentado por estas convenciones, categorías y regularidades? ¿Cómo toman parte, investigadores e investigadoras, por el uso de los archivos (digitalización, movilización, difusión), de los proyectos morales y políticos de aquellos que fomentan el desarrollo (“desarrolladores”) y aquellos que son sus sujetos pasivos, que lo reciben (“desarrollados”), norte y sur? ¿Finalmente, cómo contribuyen las prácticas de investigación, en función de los archivos disponibles, a reproducir los mecanismos de invisibilización de ciertos actores, particularmente en el sur, y más ampliamente, a reproducir las relaciones de poder propias a las actividades de desarrollo?

## Proposiciones esperadas y objetivo del dossier

A través de las diferentes contribuciones seleccionadas, el dossier perseguirá diversos objetivos.

El primero es de orden metodológico: el aumento de interés por los archivos del desarrollo suscita interrogantes, en particular, en los jóvenes investigadores e investigadoras en cuanto al modo de identificarlos, recolectarlos, utilizarlos y en lo referido a sus límites. Por ello, el dossier ofrecerá un conjunto de elementos de referencia metodológica a quien desee movilizar estos archivos.

El segundo objetivo de este dossier será fundar las primeras bases de un proyecto más ambicioso de estudio de los archivos del desarrollo desde una perspectiva en la encrucijada de la “historia conectada” (Subrahmanyam, 2014) y de la “sociología histórica global” (Go & Lawson, 2017). Estudiar, con una simetría relativa, los archivos entre “desarrolladores” y “desarrollados” con el objetivo, por ejemplo, de renovar la historia de los Estados poscoloniales exige, efectivamente, un conocimiento más preciso de los archivos existentes y una consolidación de los métodos utilizados para proceder a su estudio. Ello implica conocer también, cómo y por quién fueron constituidos esos archivos y en qué medida se hacen eco de las voces de los actores de los países del sur.

Finalmente, el tercer objetivo de este dossier será alimentar una reflexión norte-sur en lo que concierne a la conservación de los archivos y, más ampliamente, a las memorias del desarrollo. Una de las hipótesis sobre las que se sustenta este dossier es, en efecto, la de una asimetría importante entre investigadores e investigadoras de los países del norte y de los países del sur en la posibilidad de acceder a estos archivos, concebidos como una parte, por consiguiente, inaccesible de la historia de los Estados y de las sociedades de los países del sur. Este dossier nos llevará a objetivar estas simetrías de acceso y podrá permitir fundar las bases de un trabajo reflexivo sobre la conservación, el acceso y la posibilidad de una restitución de estos archivos. Por ello, el dossier participa de manera más general a alimentar un esfuerzo colectivo de reflexión sobre los fundamentos epistemológicos, metodológicos y éticos de las ciencias sociales en contexto poscolonial (Fouéré *et al.*, 2020).

El dossier se inscribe en una concepción unitaria de las ciencias sociales. Si se esperan proposiciones en historia, los investigadores e investigadoras en sociología y ciencia política que movilizan archivos son vivamente invitados a someter una proposición. El dossier estará abierto igualmente a recibir proposiciones de disciplinas más inesperadas como, por ejemplo, de economistas o demógrafos que utilicen estos archivos desde una perspectiva cuantitativa, o de antropólogos interesados en un procedimiento de archivado. El dossier intentará coleccionar proposiciones sobre tipos de archivos, de instituciones y de procedimientos diferentes: archivos escritos, orales, de instituciones locales, de organizaciones internacionales, personales, de prensa, etc. El objetivo es también, en la medida de lo posible, recopilar contribuciones referentes a zonas geográficas diferentes para dar al dossier una dimensión global y comparada.

Podrán ser utilizados como referencias distintos dossieres que han sido coordinados estos últimos años pero que, sin embargo, no hayan abordado directamente los archivos del desarrollo. Podemos citar varios dossieres que tratan el desarrollo, en la revista *Politique africaine* sobre los “restos” y las “ruinas” del desarrollo (Lachenal & Mboj-Pouye, 2014) y en la revista *Anthropologie et Développement* sobre la “memoria” del desarrollo (Brun & Fortuné, 2022). Otros dossieres más generales pueden ser mencionados, en el *Journal of Global History* sobre las organizaciones internacionales y la descolonización (Muschik, 2022), en la revista *Critique internationale* sobre las organizaciones internacionales como ámbitos de historia social de la globalización (Kott, 2011) o en la *Revue Tiers Monde* acerca de la escritura de la historia en los países en desarrollo (Maurel, 2013).

## Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°256 (2024/3) de la Revista

---

Los autores se comprometen a consultar la [línea editorial](#) de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la [carta ética](#) y [las recomendaciones a los autores](#).

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

### 1-Envío de la propuesta de contribuciones

Las **propuestas de contribuciones**, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos

4.000caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama “NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-256”, incluye:

-El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)

-Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados

-Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)

-Un fichero adjunto llamado “NOMBRE DEL AUTOR-Infos-256” incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

Los coordinadores y los editores de la revista comprueban la idoneidad de la propuesta para la convocatoria y realizan una preselección.

## 2-Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

**Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía)** podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement*.

Las referencias citadas deben presentarse en formato APA.

## Calendario de producción

---

**Las propuestas de artículos deberán ser enviadas antes del 3 de Noviembre 2023 a:**

- [yasmina.aziki@gmail.com](mailto:yasmina.aziki@gmail.com)
- [camille.al-dabaghy@univ-paris8.fr](mailto:camille.al-dabaghy@univ-paris8.fr)
- [quentin.deforge@ulb.be](mailto:quentin.deforge@ulb.be)
- [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

-**Las o los autores preseleccionados** por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 13 de Noviembre 2023.

-**Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las direcciones de correo citadas **antes del 20 de Enero 2024**.

-**El proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo –anonimizado– será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para Octubre 2024.

## Referencias citadas

---

Anheim, É. (2019). Science des archives, science de l'histoire. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 74, 505-520.

Aziki, Y. (2019). L'OPEP : un acteur de l'aide au développement du Sud ancré dans la coopération trilatérale. *Relations internationales*, 177, 111-127.

Badel, L. (2014). Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI<sup>e</sup> siècle. *Relations internationales*, 157, 3-23.

Bayart, J.-F. (1999). L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5, 1, 97-120.

Blanc, G. (2019). L'expert, le dirigeant et l'habitant. La fabrique globale de la nature éthiopienne (1965-1970). *Genèses*, 2, 115, 53-74.

Bertrand, R. (2014), *L'histoire à parts égales : récits d'une rencontre Orient-Occident, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle*. Points.

- Brun, M. & Fortuné, F. (2022). La mémoire du développement, ça n'existe pas !. *Anthropologie & développement*, 53, 9-19.
- Burton, A. M. (2003). *Dwelling in the archive: women writing house, home, and history in late colonial India*. Oxford University Press.
- Calandri, E. (2019). Italy, the developing world, and aid policy, 1969-1979: "the historic compromise" and Italian foreign policy. *Cold War History*, 1-19.
- Chakrabarty, D. (2006). A Global and Multicultural "Discipline" of History?. *History and Theory*, 45, 1, 101-109.
- Chamelot, F. (2019). « Se priver d'archives, c'est se priver de mémoire » : la dualité central/local du fonds de l'Afrique occidentale française (AOF). *Gazette des archives*, 256, 4, 69-80.
- Chamelot, F., Hiribarren, V. & Rodet, M. (2020). Archives, the Digital Turn, and Governance in Africa. *History in Africa*, 47, 101-118.
- Cooper, F. (2010). Writing the History of Development. *Journal of Modern European History*, 8, 1, 5-23.
- Copans, J. (2011). La recomposition des sciences sociales du développement et de l'humanitaire au XXI<sup>e</sup> siècle. *Cahiers d'études africaines*, 51, 202-203, 311-329.
- Dakhli, L. & Bonneau, V. (2021). Introduction: Interpreting the Global Economy through Local Anger. *International Review of Social History*, 66(S29), 1-21.
- DeForge, Q. & Lemoine B. (2021). The Global South Debt Revolution That Wasn't: UNCTAD from Technocratic Activism to Technical Assistance. In Pénéat, P. & Zendejas J. F. (Ed). *Sovereign Debt Diplomacies. Rethinking Sovereign Debt from Colonial Empires to Hegemony*. Oxford University Press, 232-256.
- Derrida, J. (1995). *Mal d'archive : une impression freudienne*. Galilée.
- Dimier, V. (2014). *The Invention of a European Development Aid Bureaucracy: Recycling Empire*, Palgrave MacMillan.
- Duclert, V. (2015). L'état et les archives. Question démocratique, réponse constitutionnelle. *Pouvoirs*, 153, 2, 37-48.
- Ekbladh, D. (2010). *The great American mission: modernization and the construction of an American world order*. Princeton University Press.
- Emmerij, L. (2005). The History of Ideas: An Introduction to the United Nations Intellectual History Project. *Forum for Development Studies*, 32, 1, 9-20.
- Engerman, D. & Unger, C. (2009). Introduction: Towards a Global History of Modernization. *Diplomatic History*, 33, 3, 375-385.
- Escobar, A. (1995). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton University Press.
- Foucault, M. (1969). *L'archéologie du savoir*, Gallimard.
- Fouéré, M.-A., Rillon, O. & Pommerolle, M.-E. (2020). Pourquoi Sources ? Rigueur empirique, réflexivité et archivage en sciences humaines et sociales et dans les études africaines. *Sources. Material & Fieldwork in African Studies*, 1, 1-21.
- Frank, R. (2012). *Pour l'histoire des relations internationales. Histoire et théories des relations internationales*. Presses universitaires de France.
- Garavini, G. (2019). *The Rise and Fall of OPEC in the Twentieth Century*. Oxford University Press.
- Garrigou, A. (1989). Le politologue aux Archives. *Politix*, 2, 6, 41-45.
- Gayon, V. (2016). Écrire, prescrire, proscrire. Notes pour une sociogénétique de l'écrit bureaucratique. *ARSS Actes de la recherche en sciences sociales*, 213, 3, 84-103.
- Go, J. & Lawson, G. (Ed). (2017). *Global Historical Sociology*. Cambridge University Press.
- Herren, M. (2014). Introduction: Towards a Global History of International Organization. In Herren, M. (Ed). *Networking the International System: Global Histories of International Organizations* (1-12). Cham, Springer International Publishing.
- Joseph, B. (2004). *Reading the East India Company, 1720-1840: colonial currencies of gender*. University of Chicago Press.
- Keese, A. & Owabira, B.I. (2020). Rescuing, Interpreting, and, Eventually, Digitizing Regional Postcolonial Archives: Endangered Archives and Research in Pointe-Noire, Republic of Congo. *History in Africa*, 47, 143-165.
- Koselleck, R. (1987). Temps et Histoire. *Romantisme. Revue de la Société des Études Romantiques*, 56.
- Kott, S. (2011). Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique. *Critique internationale*, 52, 9-16.
- Lachenal, G. & Mbodj-Pouye, A. (2014). Restes du développement et traces de la modernité en Afrique. *Politique africaine*, 135, 3, 5-21.
- Latham, M.E. (2000). *Modernization as Ideology: American Social Science and « nation Building » in the Kennedy Era*. University of North Carolina Press.
- Lavigne Delville, P. L. (2011). Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés ». *Cahiers d'études africaines*, 202-203, 491-509.
- Macekura, S.J. & Manela, E. (2018). *The Development Century: A Global History*, Cambridge University Press.
- Maurel, C. (2013). Introduction. *Revue Tiers Monde*, 216, 4, 7-18.
- Muschik, E. (2022). Special issue introduction: Towards a global history of international organizations and decolonization.



- Journal of Global History*, 17(2), 173-190.
- Ould Mohamedou, M-M. (2016). Arab agency and the UN project: the League of Arab States between universality and regionalism. *Third World Quarterly*, 37,7, 1219-1233.
- Pacquement, F. (2021). *Histoire de la coopération technique : une généalogie d'Expertise France*. Karthala.
- Parizet, R. (2016). Le « pauvre d'abord ». Une analyse des dynamiques circulatoires de la participation populaire au développement. *Participations*, 14, 1, 61-90.
- Piton, F. (2022). Les archives à parts égales. Archives, écriture de l'histoire et génocide au Rwanda. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 69, 1, 88-102.
- Poncet, O. (2019). Archives et histoire : dépasser les tournants. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 74<sup>e</sup> année, 3-4, 711-743.
- Pouchepadass, J. (2008). A proposito della critica postcoloniale sul "discorso" dell'archivio. *Quaderni storici*, 3, 129, 675-690.
- Potin, Y. (2015). Les archives et la matérialité différée du pouvoir. Titres, écrins ou substituts de la souveraineté ?. *Pouvoirs*, 153, 2, 5-21.
- Prashad, V. (2008). *The Darker Nations: A People's History of the Third World*, The New Press.
- Rist, G. (1996). *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Schrader, S. (2019). *Badges without Borders: How Global Counterinsurgency Transformed American Policing*. University of California Press.
- Spivak, G. C. (1988). Can the Subaltern Speak?. In Nelson, C. & Grossberg, L., *Marxism and the interpretation of culture* (Ed) (271-313). University of Illinois Press.
- Stoler, A.L. (2002). Colonial archives and the arts of governance. *Archival Science*, 2, 1, 87-109.
- Subrahmanyam, S. (2014). *Aux origines de l'histoire globale*. Fayard.
- Thénault, S. (2022). Archives, politique et société. Le cas de la Guerre d'indépendance algérienne. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 69, 1, 24-39.
- Thornton, C. (2021). *Revolution in development: Mexico and the governance of the global economy*. University of California Press.
- Thornton, C. (2023). Developmentalism as Internationalism. Toward a Global Historical Sociology of the Origins of the Development Project. *Sociology of Development*, 9, 1, 33-55.
- Unger, C. R. (2018). *International Development: A Postwar History*. Bloomsbury Academic.
- Westad, O. A. (2007). *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*. Cambridge University Press.